

**Parti  
communiste  
français**

*pôle national*

*Agriculture Pêche Forêt*

*responsable*

**Xavier Compain**

membre du Conseil national

*comité de rédaction*

Éric Ruiz

Éric Coquard



JUILLET-AOÛT 2013

## EXIGER LA RÉINDUSTRIALISATION AGROALIMENTAIRE

été meurtrier pour les producteurs d'œufs et vacances amères pour le secteur agro-alimentaire en crise. De Doux (Bretagne) à Sphanghero (Languedoc-Roussillon) en passant par Fralib, Daucy, Gad, Marine-Harvest... aucune des régions françaises et même européennes n'est épargnée. Chaque jour, l'horizon des salariés et producteurs liés au destin des groupes agroalimentaires s'assombrit davantage. Des milliers d'emplois sont supprimés. Il est de plus en plus évident pour les citoyens que c'est pour répondre aux seuls signaux du marché, dans ce secteur d'activité où la compétitivité est religion, que tous les coups sont permis.

Il y a urgence à rompre avec ces politiques libérales promues par l'Europe du capital. C'est à des politiques alternatives à l'austérité et ses conséquences (chômage de masse, précarité alimentaire, faim...) qu'il faut travailler des issues.

Le PCF propose d'engager la bataille de la réindustrialisation de l'agroalimentaire, d'agir en faveur d'une alimentation de qualité, saine et accessible à tous, assise sur des filières de productions relocalisées, de construire des coopérations agricoles refondées sur l'intérêt des consommateurs. Aujourd'hui, le secteur agroalimentaire est l'un des premiers en terme d'échanges et savoirs-faire. Il gagnerait à être valorisé avec, à la clé, la création d'emplois. Les rencontres et débats sur ce sujet montrent combien l'attente de propositions est forte. Dans cet ordre d'idées, citons par exemple le projet de création d'un pôle public bancaire que nous portons avec des missions précises. Celui-ci doit être dédié au soutien et à la modernisation des PME avec des aides et crédits publics visant emplois, formations et innovations. Aussi, il est urgent de légiférer sur les marges entre grandes distributions, transformateurs et producteurs. Il est nécessaire de reconquérir un avenir pour l'agroalimentaire par des engagements en faveur des consommateurs. C'est le sens de la proposition de loi déposée par le Front de gauche à l'Assemblée nationale sur l'obligation d'indication d'origine des produits transformés ou non, de la terre comme de la mer.

C'est pour contribuer à la mise en lumière des perspectives favorables à la réindustrialisation agroalimentaire que nous impulsions la création de commissions et groupes de travail au sein des comités régionaux et fédérations. L'enjeu de la réindustrialisation agroalimentaire traversera les deux prochaines conventions nationales du PCF : l'une sur le *Projet européen* et l'autre sur le *Projet industriel à l'heure de la transition énergétique et écologique*.

Xavier Compain

SAMEDI 24 AOÛT  
**Estivales  
du Front de gauche**

SAINT-MARTIN D'HYÈRES/ISÈRE

30-31 AOÛT  
ET 1ER SEPTEMBRE  
**Université du PCF**  
LES KARELLIS/SAVOIE

P  
A  
R  
O  
L  
I  
M  
S

« Avec le capitalisme néolibéral (et) la politique de soutien à l'exportation [...] Nous avons la confirmation que les pays d'Amérique latine et plus particulièrement le Brésil [...] sont destinés à être exportateurs de matières premières. C'est une politique totalement contradictoire avec les besoins du peuple. »

Dom Pedro Casaldáliga

évêque dans le Mato Grosso (Brésil)  
défenseur des terres des Indiens  
et menacé de mort par de grands  
propriétaires terriens

### *Pages suivantes*

Il faut remettre en selle notre agriculture Gérard Lahellec, vice-président de la région Bretagne	2
Interview Gérard Dubosq secrétaire départemental de la Manche	3
Actualité - Agenda	4

<http://terre-mer.pcf.fr/>

*collaborateur*

Jean Youdom - [jyoudom@pcf.fr](mailto:jyoudom@pcf.fr)

*contact*

Sylvie Simonin - [ssimonin@pcf.fr](mailto:ssimonin@pcf.fr)



## il faut remettre en selle notre agriculture

La crise qui secoue la filière porcine en Bretagne rappelle le séisme qui a secoué la filière avicole dont la région ne parvient pas à se relever.

Aujourd'hui, c'est de l'avenir du groupe Gad SAS dont il est question. La rumeur sur la fermeture d'un des abattoirs de Lampaul-Guimiliau ou de Josselin est d'autant plus inquiétante qu'aucune offre de reprise n'a été faite pour GAD. Cette absence de repreneur traduit, une fois de plus, que la filière, qui ne parvient pas à se rassembler, à se fédérer et à s'unir, reste prisonnière du « chacun pour soi » et d'une stratégie du coup par coup où chacun, dans la tourmente, attend le naufrage du voisin en espérant sauver sa peau.

Face à l'absence de repreneur, la CECAB livre peu de détails sur ses intentions et travaille avec la management de GAD SAS, les administrateurs judiciaires et la coopérative Prestor au financement d'un plan de continuation. Ce plan nécessite un maintien de l'engagement de l'actionnaire fournisseur Prestor pour l'approvisionnement en porcs, un peu à la manière dont le groupe Doux avait structuré une démarche de tension extrême sur les éleveurs pour préserver son potentiel de production... cette tension s'était encore aggravée avec la décision unilatérale de l'Europe de diminuer de moitié les restitutions.

Dans ce contexte, la CECAB, à son tour, demande à ses producteurs de ne pas la lâcher car si ces fournisseurs se tournaient vers d'autres abattoirs, ceci ne ferait que creuser la surcapacité industrielle de GAD SAS.

Bref, ce qui arrive à GAD illustre le déclin de la filière. Ce dont la filière a besoin, c'est d'une stratégie de long terme avec des prix rémunérateurs pour les producteurs. Certes, depuis 2004, les groupements de producteurs ont opéré des rapprochements mais, du côté de l'abattage-découpe, la surcapacité industrielle s'est accrue et désormais le dumping social orchestré par l'Allemagne attire les industriels de l'agroalimentaire français et met en péril la filière porcine française dans son ensemble.

Après le « mythe du plombier polonais », c'est le « spectre de l'ouvrier agricole roumain » qui plane !

Après certains pays du nord de l'Europe qui ont fait le choix de concentrer leur activité industrielle par l'acquisition d'abattoirs allemands, ce sont désormais plusieurs centaines de camions qui quittent chaque jour notre pays pour emmener les porcs se faire découper outre-Rhin.

À cette situation s'ajoute le fait qu'en France, les législations (notamment la LME) ont renforcé les pouvoirs de la grande distribution qui, en développant la compétitivité de ses propres abattoirs, met aussi la pression sur les prix des produits qu'elle achète.

Dans cet emballement de la concurrence mondialisée, on s'achemine vers une concentration inédite

des unités de production agroalimentaires. Sur les 180 abattoirs environ que compte la France, seulement 10 d'entre eux produisent plus d'un million de tonnes par an. L'Allemagne, le Danemark et l'Espagne, qui sont les plus grands producteurs d'Europe, ont déjà affaibli toute la filière française en raison de leurs abattoirs géants. Il est donc clair que dans un marché de plus en plus ultralibéralisé, symbole d'une mondialisation où la concurrence est terrible, le modèle productif breton paraît bien petit tandis que dans les zones de France plus montagneuses et à plus faible densité, tel que le Massif Central par exemple, la production a aussi chuté d'un quart en dix ans.

D'aucuns ne manqueront pas de se saisir de cette situation de crise pour affirmer que la France, Bretagne en tête, connaît cette situation pour avoir tardé à faire muter un « modèle productiviste ». Certes, il convient de remettre en cause les fondements mêmes sur lesquels se construisent les stratégies qui conduisent à la crise que nous connaissons. Mais il convient d'être extrêmement vigilants car il ne faudrait pas que la mise en accusation de notre manière de produire, taxée de productiviste, devienne un argument de plus pour accélérer encore le processus démentiel de mise à mal de la filière. Le porc bio ou label rouge ne représente à ce jour que 0,5% du marché. Les zones d'élevage extensif subissent la même crise que celle qui touche aujourd'hui la Bretagne et la survie des productions agricoles de montagne n'est pas non plus assurée.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un nouveau modèle socio-économique pour développer une économie de production, rémunératrice du travail, créatrice d'emplois et aménageuse des territoires. Cela passe par une ambition publique nouvelle pour favoriser une nouvelle organisation des filières de production en posant d'emblée « le juste prix » de la rémunération des producteurs et des salariés, les ambitions de développement pour les territoires et l'exemplarité sociale.

Sans attendre le souhaitable et nécessaire infléchissement des politiques européennes, qui n'ont de cesse que de soumettre toutes nos activités au règne de la « concurrence libre et non faussée » en acceptant le règne du moins disant social, il devient urgent de dessiner ce que pourraient être les contours d'une nouvelle politique agricole nationale tournée vers de nouveaux appels à projets de développement et favorisant les solutions collectives en tenant compte de la spécificité des territoires.

Bref, aujourd'hui l'agriculture et l'agro-alimentaire français sont au pied du mur. La situation appelle une ambition politique exceptionnelle car il y va tout simplement de la survie même d'une activité utile à la vie des populations et des territoires.

Gérard Lahellec  
vice-président de la région Bretagne



## INTERVIEW :

### GÉRARD DUBOSQ

secrétaire départemental de la Manche  
animateur de la commission agroalimentaire

*Les 5 fédérations normandes organisent un collectif agro-alimentaire. Quel est l'objectif recherché ?*

Les fédérations de la Normandie se rencontrent régulièrement dans le cadre du fonctionnement du Comité régional. Elles échangent sur la situation politiques et particularités départementales. Le poids des industries manufacturières n'est pas le même entre l'Orne et la Seine Maritime, pour autant, nous avons un lien économique, social et territorial puissant par le maillage du nombre d'exploitations agricoles familiales et de nombreuses industries de transformation des matières premières.

Il y a une activité agricole et alimentaire forte et commune, une image de la Normandie nourricière forte en productions alimentaires de qualité. Ce constat fait, nous avons décidé de bien connaître les atouts de notre région, les enjeux de l'agriculture, les industries et les emplois. Nous avons décidé de créer un *Collectif agricole-alimentaire* en lien avec le pôle national *Agriculture, pêche, forêt* pour, dans un premier temps, bien connaître la réalité régionale, puis, dans un deuxième temps, faire des propositions politiques pour développer des productions agricoles et de transformations correspondant aux besoins nécessaires à une alimentation saine pour les humains et l'environnement.

*Au delà des clichés sur la Normandie, ses pommiers et ses vaches, quel est la réalité de l'industrie agro-industrie normande ?*

Les premiers enseignements donnent une Normandie performante occupant plus de 35 000 exploitations agricoles et autant en emplois industriels en 2010. Cela représente 23 885 exploitations en Basse Normandie et 11 489 exploitations en Haute Normandie. La grande Région détient la 5ème place française pour les industries alimentaires avec 35 300 emplois. C'est le plus gros employeur normand avec 15% des emplois industriels sur son territoire, une forte densité de PME, mais aussi de grands groupes et des coopératives de dimensions nationale et internationale. Cela représente 21% des emplois industriels en Basse-Normandie et 11% en Haute-Normandie.

Nos départements occupent la 1ère place en nombre de producteurs laitiers (11 000 éleveurs) et pour l'industrie laitière (beurre, lait, crème, fromage à pâte molle), la 1ère place également pour l'industrie du lin (39 000 ha, 64% des surfaces en France), la 2ème place pour l'industrie de la viande (10% de la production de viande bovine nationale, 5 200 salariés pour la découpe), la 3ème place dans des activités aussi diverses que la filière cidricole, les salades toutes prêtes, les poissons transformés, les plats cuisinés, les pains et pâtisseries, les pâtes alimentaires, les aliments pour animaux...

Ces quelques exemples montrent combien est importante la production Normande. Il faut y ajouter la pêche, l'activité maraîchère, et la place du cheval 1ère en nombre au niveau national, qui concerne de nombreuses activités, de métiers et des milliers d'emplois spécialisés.

Nous avons besoin de bien connaître l'état des lieux, nos productions, les emplois, les industries, les activités annexes. Il y a aussi les questions de logistique où des emplois sont directement liés aux productions, parce qu'il faut des emballages carton, des étiquetages papier, il faut



des boîtes de conserves, des emballage en verre, il faut transporter les produits finis (ports, rail, route), bref toute une filière est concernée ! Nous n'avons à ce jour pas la précision de la réalité. Voilà une bonne raison supplémentaire pour que notre commission agricole, alimentaire et industrielle puisse devenir un outil de connaissance précis et force de proposition pour le développement agricole et industriel de notre région !

*Le combat des producteurs laitiers de l'APLI, la lutte pour sauver les abattoirs industriels de la Manche (AIM), plusieurs luttes emblématiques ont pesé ou pèsent en Normandie, quels en sont les enjeux ?*

Effectivement, les producteurs de l'APLI veulent une juste rémunération de leur travail, comme nombre de paysans le demandent en France. Ils sont d'ailleurs organisés.

En Allemagne, l'industrie de l'abattage industriel est devenue la 1ère en Europe par l'exploitation maximale d'une main-d'œuvre venant des pays de l'Est entrés récemment dans l'Europe libérale. Les conséquences sont dramatiques : nous sommes dans une restructuration des industries de l'abattage à l'image de ce que fut la restructuration européenne de la sidérurgie.

*On le voit, la concentration dans agro-industrie et les réformes de la PAC ont des conséquences autant sur le monde paysan que sur les salariés des agro-industries. Comment rapprocher ces deux mondes et faire converger leurs luttes pour plus d'efficacité ?*

Notre commission aura un objectif majeur, celui de rassembler toutes les forces vives, les organisations syndicales de salariés, de paysans, les partis politiques du PCF et partenaires du FdG, les élus, les militants d'associations pour ensemble échanger et travailler sur des actions communes pour défendre et construire des alternatives favorisant le développement de notre industrie agroalimentaire. Il faut réprendre à la souveraineté alimentaire, redonner un rôle moteur de la banque agricole pour l'installation des jeunes agriculteurs dans le respect de production saine pour la santé et l'environnement.

Nous organiserons des lieux de débats et nous visons à une conférence régionale des enjeux agricole, alimentaire, pêche et industriel pour notre région, en France et en Europe... Je pense que nous pourrions commencer par une exposition sur notre région et l'organisation d'un débat sur ce thème lors de la Fête régionale de l'Humanité en Normandie en novembre.



300M

## les industries agroalimentaires en France au 1er trimestre 2013 :

- diminution des exportations de 13 % en un an ; à titre de comparaison : 1,4 milliard d'excédents des échanges extérieurs en 2013 contre 1,7 milliard en 2012
- les prix à la production des industries agroalimentaires (IAA) s'accroissent au 1er semestre 2013 (plus 4.4 % par rapport au 1er trimestre 2012)
- l'emploi salarié recule ; fin mars 2013, les IAA comptent 541 800 emplois salariés : la filière perd 4 700 emplois en mars 2012 et mars 2013, 2 500 emplois entre mars 2011 et mars 2012

source AGREST 1er trimestre 2013

## ACTIVITÉS DU PÔLE

DU 3 AU 6 JUILLET 2013

université PGE à Porto en Portugal

9 JUILLET

réunion coordination Front de gauche Agriculture

10 JUILLET

rencontre Front de gauche  
et Confédération paysanne

10 JUILLET

rencontre pôle PAF avec la fondation Gabriel Péri

### Estivales du Front de gauche

samedi 24 août 2013

Saint-Martin d'Hyères en Isère

atelier *Rompre avec les pesticides*

### Université d'été du PCF

30-31 août et 1er septembre 2013

Les Karellis en Savoie

atelier 1 : *Accaparement des terres  
sur le continent africain  
le néocolonialisme en marche*

atelier 2 : *De la PAC  
à la politique agricole et alimentaire européenne*

atelier 3 : *Produire mieux pour manger tous  
d'ici 2050 et bien après*

## des fruits et légumes de qualité À LA PORTÉE DE TOUS



Des milliers de Franciliens présents lors de l'opération vente solidaire ce 22 août 2013, à Bastille et dans vingt-cinq villes d'Île-de-France : une cinquantaine de tonnes de fruits et légumes écoulées en quelques heures.

Cette année les prix moyens des fruits et légumes ont flambé. La grande distribution gonfle ses marges malgré les importations massives. Les producteurs peinent à rémunérer leur travail. La recommandation de consommer cinq fruits et légumes par jour reste vaine pour près d'un Français sur deux.

Dans l'objectif de prouver qu'il est possible de mettre des fruits et légumes à la portée de tous, le PCF, grâce à l'approvisionnement de producteurs du MODEF, a invité les citoyens à se mobiliser contre la vie chère et à construire ensemble des alternatives à l'austérité. Le succès de la mobilisation à cette initiative interroge fortement nos politiques publiques alimentaires de la distribution.

La délégation nationale du PCF, Olivier Dartigolles, Xavier Compain et Igor Zamichiei, a salué l'investissement des militants communistes à la réussite de cette initiative. Le PCF a fait part de son engagement en faveur d'une alimentation saine, de qualité, relocalisée et accessible à tous. L'occasion d'interpeller le gouvernement sur l'exigence d'une revalorisation des pensions et d'une augmentation des salaires, pour retrouver du pouvoir d'achat. Proposer dans l'immédiat le blocage des prix des denrées alimentaires de base (lait, viande, pain, œufs, fruits et légumes) sur le ticket de caisse. Porter au Parlement l'exigence d'un encadrement des marges de la grande distribution et la mise en place d'un coefficient multiplicateur, comme vient de le rappeler le président de groupe du Front de gauche à l'Assemblée nationale.